



CESE - Femmes et conflits. Vers une diplomatie féministe.
23/11/2022

[Programme et intégralité de la conférence : [Femmes et conflits : vers une diplomatie féministe | Le Conseil économique social et environnemental](#)]

Le 23 novembre dernier, Cités Unies France a participé à l'événement « Femmes et conflits : vers une diplomatie féministe » au Conseil Économique Social et Environnemental (CESE), à l'occasion de la journée internationale pour l'élimination des violences à l'encontre des femmes. Il était organisé par la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité (DDFE) du CESE, en partenariat avec le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCE) et ONU Femmes France.

Thierry Beudet, président du CESE, a commencé en rappelant que les femmes sont les premières victimes des guerres, des conflits, des crises économiques, etc. L'application d'une diplomatie dite féministe est très variable selon les pays. La Suède était le premier pays à adopter une diplomatie féministe, avant d'y renoncer avec l'arrivée de l'extrême-droite notamment.

Sylvie Pierre-Brossolette, présidente du HCE, a dit que même si certaines situations étaient révoltantes en ce moment, des actions sont à prendre. Avec l' "égaconditionnalité", on conditionnerait le versement de subventions à des actions pour atteindre l'égalité femmes-hommes.

Céline Mas, présidente d'ONU Femmes France, a relevé la difficulté de dénombrer les victimes de féminicides et de violences dans le monde, les chiffres étant souvent très sous-estimés. Elle a aussi souligné l'importance de faire entendre la voix des femmes dans les débats de reconstruction après les guerres. Le progrès pour atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes est pour l'instant trop lent, et l'espoir se situe dans des solutions multilatérales. La question de l'égalité est interconnectée avec d'autres thématiques, comme le climat par exemple. Il n'y a pas de hiérarchie de priorités. Enfin, l'engagement pour l'égalité a un coût : représailles, menaces, etc.

Oleksandra Matviichuk, activiste ukrainienne des droits humains et directrice du Centre pour les libertés civiles (lauréat du prix Nobel de la paix 2022) a envoyé un message depuis Kiev. La guerre que mène la Russie en Ukraine a en réalité commencé en 2014. Les femmes ont risqué leur vie pour acheminer l'aide humanitaire et continuer les opérations de sauvetage. Le courage n'a pas de genre. Les femmes sont victimes d'actes de torture, de crimes, de viols, etc. Il n'y a pas de moyen légal de stopper ces atrocités, ce qui est très frustrant, étant elle-même avocate spécialisée en droits de l'homme. La Russie continue ses crimes en toute impunité dans plusieurs pays.

Table-ronde 1 : Survivantes de violences en temps de conflits : prévenir, protéger, reconstruire

Svitlana Valko, chargée de la coordination des secours et de la protection au sein d'International Partnership for Human Rights (IPHR) en Ukraine et en Géorgie, a ouvert la table ronde. Le rôle des femmes dans l'armée en Ukraine a changé, avec plus de 20% de femmes mobilisées. C'est trois fois plus que la moyenne dans les pays de l'OTAN. Avant, les femmes étaient davantage mobilisées dans le domaine de la santé. Parfois, les unités d'artillerie ne sont composées que de femmes. On essaie de collecter des témoignages de crimes de guerre pour qu'elles puissent servir de preuves dans les tribunaux. En effet, les soldats russes ont commis et commettent des viols de masse, des intimidations, etc. La justice prend du temps, mais nous devons nous mobiliser pour faire avancer les choses.

Céline Bardet, juriste internationale spécialisée sur le viol de guerre, fondatrice et directrice générale de l'ONG "We Are NOT Weapons of War", a continué la discussion. Les temporalités des crimes, des médias et de la justice sont différentes. Concernant les témoignages, ils constituent des preuves. La question des chiffres et des données est primordiale. Souvent, les victimes de violences ne sont pas en capacité ou ne veulent pas être prises en charge par des psychologues, docteurs, avocats, etc. Il faut donc répondre autrement, puisque le simple fait d'en parler est déjà difficile. C'est pour cette raison que nous avons développé un outil : un site web mobile, avec un questionnaire. Aucune question n'est obligatoire. Cela permet de dire que l'on existe et que l'on a vécu une violence. On récupère ensuite ces données précieuses. Ce site sera très prochainement lancé en Ukraine, mais nous rencontrons des difficultés à cause du manque de fonds.

Les femmes ne sont pas seulement victimes des violeurs, mais d'un système politique. Les victimes et survivantes qui le souhaitent doivent pouvoir être capacitées - diplôme et formations - pour devenir activistes pour leur cause.

Esther Mujawayo, fondatrice de l'association AVEGA au Rwanda, a partagé son expérience. Au Rwanda, suite au génocide, la reconstruction a été entreprise par les femmes. L'ambition était d'aboutir à un réel changement. Après le génocide, les femmes survivantes étaient traumatisées. Elles ont commencé à reconstruire la société de façon informelle, en se rendant compte de leurs expériences communes de traumatisme, de vide affectif et de manque de deuil. Les maisons et les vies avaient été détruites. Le chemin de reconstruction est long et, au Rwanda, a pu se traduire par exemple par l'adoption d'enfants orphelins par des femmes.

Table-ronde 2 : Conflits, médiation et processus de paix : le rôle crucial des femmes

Justine Masika Bihamba, militante congolaise, fondatrice de l'organisation non gouvernementale Synergie des Femmes pour les Victimes de Violence Sexuelle (SFVS), était en direct depuis Goma. Elle a déploré la situation humanitaire catastrophique sur place, et a rappelé la présence de plus de 287 000 personnes déplacées et sans assistance.

Anarkhali Honaryar, femme politique afghane, a parlé de la situation des femmes en Afghanistan. Ces cinq dernières années, les femmes ont rencontré beaucoup de difficultés. Après quarante ans de guerre, il y a beaucoup de besoins. Le rôle des femmes a été très important pour la paix sociale. En 2018, lors de la conférence de Kaboul, on a parlé d'un plan de paix, c'était une grande avancée, et le peuple afghan voulait la paix. Aujourd'hui, des millions d'enfants n'ont pas accès à l'éducation à cause du régime des talibans.

Chahla Chafiq, sociologue et écrivaine iranienne, a fait le lien entre la sacralisation des violences sexistes et sexuelles dans les régimes taliban et iranien, qui reposent sur la charia. Ces systèmes dominant aussi les hommes. La révolte généralisée en Iran est née d'un élan féministe qui a lancé le mouvement, mais les hommes dénoncent aussi le système néfaste. Des crimes contre l'humanité ont été commis pendant la révolte. Par exemple, on a empêché l'acheminement de médicaments et les soins dans les hôpitaux. La révolte en Iran n'est pas seulement celle des femmes mais celle de toute la population.

Table-ronde 3 : Pour construire la paix, l'urgence de porter une diplomatie féministe

Parwana Païkan, diplomate afghane, a rappelé qu'actuellement il n'y a pas de gouvernement légitime en Afghanistan. Tant que l'Ambassade d'Afghanistan en France reste ouverte, nous resterons, pour représenter la voix des femmes afghanes.

Magali Lafourcade, secrétaire générale de la CNCDH, a dit que la diplomatie féministe se situait à plusieurs échelles. Au niveau de l'Etat, il s'agit d'établir une vision d'ensemble cohérente autour de l'égalité. La vision stratégique a un effet mobilisateur en interne et en externe - en influençant les autres Etats par exemple. Il existe aussi différents paradigmes.

Jocelyne Adriant Mebtoul et **Nicolas Rainaud**, président·es de la commission diplomatie féministe, sont ensuite intervenus. Alors que la Suède a abandonné sa diplomatie féministe, la France cherche à s'en rapprocher. On rappelle qu'il n'existe pas de définition écrite de la diplomatie féministe en stratégie. L'agenda "Femmes, paix, sécurité" en France se fait dans un cadre diplomatique plus large. La culture de la diplomatie féministe doit être déclinée au Quai d'Orsay, chez les diplomates français, etc. L'obstacle majeur se situe dans le manque de définition, de pilotage, de moyens et de communication entre ce qui est annoncé aux plus hauts niveaux et son application au niveau administratif.



Allocution de Isabelle Rome, Ministre déléguée auprès de la Première ministre, chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Égalité des chances.

Compte-rendu rédigé par Karen Daccache, stagiaire à Cités Unies France